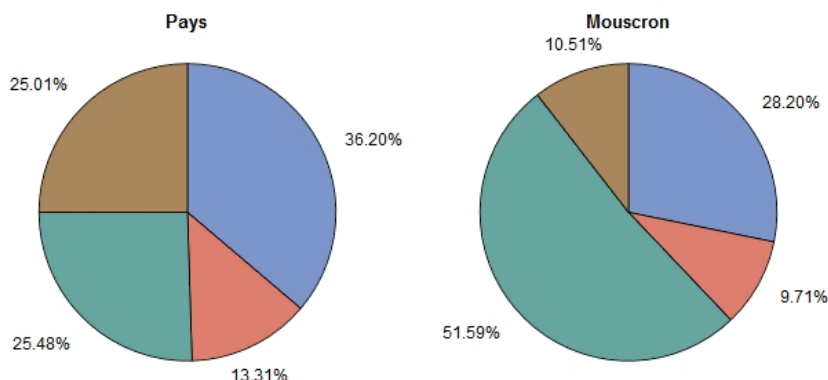


Bureau de chômage: Mouscron



- Groupe Ia: les chômeurs indemnisés demandeurs d'emploi
- Groupe Ib: les chômeurs indemnisés non-demandeurs d'emploi
- Groupe II: les travailleurs soutenus per l'ONEM
- Groupe III: les travailleurs qui aménagent leur temps de travail avec le soutien de l'ONEM

Directeur: Nicolas SERVAIS	Indicateurs du marché de l'emploi		
Nombre d'agents*: 49		Nombre	% per rap. au pays
Nombre en équivalents à temps plein: 43	Population en âge de travailler (1)	47.140	0,6
Adresse: Rue du Bilemont 225, 7700 Mouscron	Assurés contre le chômage (2)	24.821	0,6
Tél. 056 39 19 50	Travailleurs qui habitent dans le ressort du bureau du chômage (3)	18.339	0,6
* à l'exclusion des agents ALE	Taux du chômage (4)	12,7	
	Vision globale 2015		
		Nombre / Montants	% par rap. au pays
	Octroi du droit aux allocations (dossiers introduits)	30.643	1,4
	Décisions de non-admissibilité au droit aux allocations (5)	397	1,2
	Dossiers litiges achevés	1.775	1,2
	Contrôles achevés (6)	714	1,0
	Sanctions notifiées au cours de l'année (7)	755	1,1
	Suspensions et exclusions dans le cadre de l'activation du comportement de recherche d'emploi (8)	216	1,3
	Montants des paiements introduits par les OP (chômage avec ou sans compl. d'entreprise) - en millions d'EUR 2014	87,8	1,1
	Montants des paiements introduits par les OP (chômage avec ou sans compl. d'entreprise) - en millions d'EUR 2015	76,1	1,0
	Montants à récupérer (solde fin d'année) - en millions d'EUR	3,6	0,8
	Montants récupérés/reçus - en millions d'EUR	0,5	0,7

Profil des personnes indemnisées (moyenne annuelle 2015)			Nombre	% per rap. au pays
Chômeurs indemnisés	Hommes		2.489	0,8
	Femmes		2.256	0,9
	Total		4.745	0,8
	CCI inoccupés inscrits comme DE	Hommes	1.803	0,8
		Femmes	1.727	0,9
		Total	3.530	0,8
		Après un emploi à temps plein	2.778	0,8
		Après études	559	1,0
		Après un emploi à temps partiel volontaire (DE)	159	0,7
		Chomage avec complément d'entreprise sans dispense de l'IDE	34	0,6
		Travailleurs ayant charge de famille	955	0,8
		Isolés	742	0,7
		Cohabitants sans charge de famille	1.833	0,9
		Moins de 25 ans	484	1,1
		25 à 50 ans	1.886	0,8
		50 ans et plus	1.159	0,9
		Moins d'1 an	1.276	0,9
		1 à 2 ans	641	0,8
		2 ans et plus	1.613	0,8

Profil des personnes indemnisées (moyenne annuelle 2015)			Nombre	% per rap. au pays
Chômeurs indemnisés	Dispense pour aide proche ou pour difficultés sociales et familiales		17	0,8
	Chômeurs âgés		497	1,0
	Chomage avec complément d'entreprise avec dispense de l'IDE		650	0,7
	Après un emploi à temps partiel volontaire (non DE)		51	0,8
Travailleurs soutenus par l'ONEM (9)	Hommes		4.654	2,8
	Femmes		1.804	1,4
	Total		6.458	2,2
	Chômeurs temporaires		4.927	3,9
		dont suspension pour employés	95	3,5
	Gardien(ne)s d'enfants		18	0,7
	Vacances-jeunes		11	0,5
	Vacances seniors		0	0,0
	Période non rémunérée dans l'enseignement		35	0,9
	Soins d'accueil		1	0,8
	Travailleurs à temps partiel avec maintien de droits et AGR		399	0,9
	Travailleurs à temps partiel volontaire avec AGR		3	0,7
	Chômeurs avec dispense ALE		14	1,0
	Mesures d'act. ciblées sur les chômeurs âgés		61	0,4
	Mesures d'act. ciblées sur la formation des chômeurs: études		246	1,0
	Mesures d'act. ciblées sur la formation des chômeurs: formation prof.		140	0,7
	Allocations comme subventions salariales ciblées ou non sur les chômeurs de longue durée et/ou peu scolarisés		594	1,1
	Complément de garde d'enfants		8	1,1
Travailleurs qui aménagent leur temps de travail avec soutien de l'ONEM	Hommes		459	0,5
	Femmes		856	0,4
	Total		1.316	0,5
	Prépension à mi-temps		1	0,3
	ICP, interruption complète		19	0,4
	ICP, réduction des prestations		309	0,5
	Congés thématiques		283	0,4
	Crédit-temps, pour un emploi à temps plein		19	0,4
	Crédit-temps, réduction des prestations		684	0,5
Autres	Prime de crise - Alloc. de licenciement		61	2,7
	Indemnité en compensation du licenciement		40	1,3
Attestations	Total		21.815	2,7
	Nombre d'attestations délivrées pouvant favoriser l'engagement		8.609	1,6
	Autres attestations		13.206	4,7

(1) Population au 1er janvier 2015 âgée de 15 à 64 ans inclus (source: Statbel).

(2) Il s'agit des assurés contre le chômage au 30 juin 2014. Ils comprennent:

a. Les travailleurs ayant cotisé le 30 juin 2014 à la sécurité sociale, secteur chômage (source: calculs ONEM sur la base de données ONSS et ORPSS et sur la base de données INAMI pour les travailleurs frontaliers entrants);

b. Les CCI demandeurs d'emploi inoccupés, les travailleurs à temps partiel volontaire demandeurs d'emploi et les demandeurs d'emploi avec complément d'entreprise, payés en juin 2014 (source: ONEM);

c. Le travail frontalier sortant au 30 juin 2014; le travail frontalier entrant a été déduit de la rubrique a (source: estimations sur la base de données INAMI).

(3) Les travailleurs ayant cotisé le 30 juin 2014 à la sécurité sociale, secteur chômage (source: calculs ONEM sur la base de données ONSS et ORPSS pour les travailleurs et sur la base de données INAMI pour les travailleurs frontaliers entrants).

(4) Les CCI demandeurs d'emploi inoccupés, les travailleurs à temps partiel volontaire demandeurs d'emploi et les demandeurs d'emploi avec complément d'entreprise, payés en juin 2015 (source: ONEM) divisés par le nombre d'assurés contre le chômage au 30 juin 2014 (source: calculs ONEM sur la base de données ONSS et ORPSS pour les travailleurs, de données ONEM pour les chômeurs et de données INAMI pour les travailleurs frontaliers).

(5) Le nombre de décisions en matière de non-admissibilité sur la base de travail ou d'études insuffisants ou suite à un dossier incomplet ou tardif.

(6) Les contrôles concernant les dossiers qui sont de la compétence des BC de Boom sont, depuis 2008, effectués respectivement par les services de contrôle des BC de Malines.

(7) Avertissements, sanctions sans sursis, sanctions avec sursis partiel ou complet, pour chômage dépendant de leur propre volonté, pour fausse déclaration, travail ou revenu non déclaré, ou suite à un chômage de longue durée (application de l'article 80).

(8) Sans a) les exclusions sur la base des articles 70,1 à 70,6, qui déterminent que l'intéressé(e) n'est exclu(e) que jusqu'au moment où il (elle) prend les mesures nécessaires pour être en règle avec la procédure et b) les exclusions parce que l'intéressé(e) renonce volontairement au droit aux allocations. Les sanctions qui mènent à une réduction de l'allocation sont toutefois reprises.

(9) Définitions de ces (sous-)groupes d'allocataires de l'ONEM: voir notre site internet: Statistiques - définitions des ayant droit.